



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHANGER DE CAP OU CONSTRUIRE

UNE OPPOSITION DE GAUCHE AU GOUVERNEMENT ?

Il est clair que la politique menée par le gouvernement Hollande-Ayrault ne répond en rien aux besoins des classes populaires. Loin du changement annoncé elle s'inscrit dans la continuité de la politique de Sarkozy. L'acceptation du TSG, le traité Merkozy, et de la règle d'or de l'austérité en témoigne sans ambiguïté comme la suite. Au nom de la lutte contre les déficits et pour la compétitivité, le gouvernement impose l'austérité et poursuit le démantèlement du code du travail.

Est-il possible d'amener cette majorité à changer de cap? Nous ne le croyons pas. La majorité PS-EELV est pleinement intégrée dans le jeu des institutions et du système qu'elle n'a jamais prétendu vouloir changer. C'est bien pourquoi lors de la campagne présidentielle, Philippe Poutou avait mis les travailleurs en garde contre la politique que mènerait François Hollande une fois élu.

Il n'y aura pas de changement de cap sans remise en cause des intérêts du grand patronat et de l'oligarchie financière.

Nous n'avons rien à attendre de cette majorité. Le changement ne pourra venir que des mobilisations, de l'intervention politique des classes populaires. Et, aujourd'hui, l'urgence est de construire une opposition de gauche à ce gouvernement pour empêcher la droite et l'extrême droite de dévoyer le mécontentement et ouvrir la perspective d'une réelle alternative politique qui rompe avec l'austérité et ose s'en prendre aux intérêts du patronat et des banques.

Une politique pour en finir avec le chômage et la précarité?

Face au fléau du chômage et de la précarité, le gouvernement prétend, non sans cynisme, inverser la courbe du chômage par la croissance, le même baratin que nous servent depuis des années les gouvernements de droite et de gauche qui ont alterné. En réalité, il ne peut y avoir de réponse sans rupture avec la logique de la rentabilité financière et de la concurrence, la course à la compétitivité dans une guerre économique dont les salariéEs sont les soldats et les victimes.

Il n'y a pas d'autre ambition pour l'emploi que d'interdire les licenciements, d'en finir avec le temps partiel imposé qui condamne les femmes à la pauvreté. Il est anormal et inhumain que les unEs soient jetéEs à la rue alors que d'autres font des heures supplémentaires et voient leur conditions de travail se dégrader.

Le travail devrait être réparti entre toutes et tous, grâce à une réduction massive du temps de travail, avec embauches correspondantes. >>>>

QUELQUES ÉLÉMENTS POUR CONTRIBUER AU DÉBAT

« ChèreEs camarades,
Nous nous félicitons que puisse s'ouvrir un large débat parmi toutes les forces politiques, syndicales, associatives sur les moyens de répondre aux besoins du monde du travail et des classes populaires, de changer les rapports de force et sur la nécessaire alternative politique alors que la gauche libérale mène l'offensive pour le compte du Medef.

Nous regrettons cependant qu'il n'ait pas été possible de donner un cadre aux Assises qui permette à toutes les organisations souhaitant y participer de signer un appel commun. Cette situation exprime la contradiction devant laquelle se trouve le Front de gauche.

Il n'est pas possible de combattre les politiques d'austérité, la course à la compétitivité, le démantèlement du code du travail sans s'affirmer comme une opposition au gouvernement. [...]

Nous n'avons pas à craindre de dire qu'il nous faut préparer l'affrontement avec ce gouvernement qui, loin de tirer les leçons de ses échecs, poursuit aveuglément la même politique. Nous voulons, ensemble, engager un large débat démocratique entre organisations politiques, syndicales, associations, entre toutes les organisations du mouvement social pour créer une dynamique capable d'inverser le cours des choses.

Nous savons que des désaccords et des divergences existent entre les différentes composantes du mouvement social et politique principalement sur la question de l'alternative politique et des moyens de la mettre en œuvre. Il nous faut en discuter. Mais ces divergences ne sont pas un obstacle pour, dès maintenant, discuter des moyens de mettre en échec la nouvelle offensive que patronat et gouvernement engagent contre le monde du travail.

C'est en tout cas dans cet état d'esprit que nous souhaitons participer aux assises du 16 juin. »

Extraits de la lettre du comité exécutif du NPA adressée aux Front de gauche et aux participants aux Assises





Retraites, jouer le jeu du dialogue social ou imposer une autre répartition des richesses ?

François Hollande justifie les nouvelles attaques contre les retraites au nom d'une fausse évidence qui est un vrai mensonge repris directement de Sarkozy : on vit plus longtemps donc il faut travailler plus longtemps. .

Il est aberrant de prétendre contraindre les salariéEs à travailler plus longtemps alors que ce pays compte 5 millions de chômeurs, que la précarité se généralise. Et surtout, il est évident que ce n'est pas là le but des attaques annoncées.

Les pensions des fonctionnaires ne seraient plus calculées sur la base des six derniers mois mais des dix meilleures années. L'allongement de la durée de cotisation a exactement le même but: diminuer les pensions. Cet allongement pénaliserait encore les femmes qui ont déjà des retraites inférieures de 600 euros en moyenne.

La question des retraites n'est pas une question de démographie ou de durée de vie mais de répartition des richesses.

Défendre les retraites, c'est prendre sur les profits pour augmenter les cotisations patronales et embaucher.

Le gouvernement invite ce qu'il est convenu d'appeler «les partenaires sociaux» à un sommet les 20 et 21 juin pour commencer à discuter des attaques qu'il veut engager. Comme pour l'ANI, il y a là un piège. En réalité, Ayrault souhaite associer les organisations syndicales à sa politique comme il l'a fait avec la CFDT pour l'ANI. La responsabilité des directions syndicales est bien à l'opposé de préparer un plan de bataille pour faire reculer le gouvernement.

Elles doivent refuser de se prêter au jeu du gouvernement pour exiger la retraite à taux plein à 60 ans (55 pour les métiers pénibles), le retour aux 37,5 annuités dans le privé et le public et le calcul des pensions sur les 6 meilleurs mois.

Urgence climatique et justice sociale : même combat !

Les catastrophes écologiques et humaines dues au réchauffement climatique exigent une mutation rapide vers une économie sans carbone fossile ni énergie nucléaire, ce qui implique la sortie rapide du nucléaire, un vaste programme de sobriété et d'économie d'énergie, l'investissement massif pour le développement des énergies renouvelables. Le marché ne le fera pas, ou trop peu et trop tard, et à coups d'injustices supplémentaires. Le défi ne peut être relevé que par une planification démocratique et décentralisée, par la réquisition, l'appropriation publique et sociale des grandes entreprises du secteur de l'énergie (EdF, GdF-Suez, Total) et de leurs profits, pour les intégrer, avec Areva, à un grand service public, décentralisé et démocratique, contrôlé par les salariés et la population, à tous les niveaux. C'est la seule façon d'assurer à la fois le droit à l'énergie pour tous et toutes et d'interdire la marchandisation capitaliste de ce bien vital.

Alors que les emplois, en particulier industriels, sont détruits par milliers, la croissance ne peut pas être le remède. Quand bien même elle serait économiquement possible, ce qui supposerait de rompre radicalement avec les politiques d'austérité, la crise écologique interdit une croissance aveugle de la production. En revanche il y a immédiatement besoin d'emplois pour assurer la transition énergétique, pour isoler les logements, développer les transports collectifs, pour sortir de l'agriculture industrielle et productiviste et passer à une agriculture paysanne, à une distribution favorisant les circuits courts...

Pour un gouvernement anti-austérité en rupture avec le capitalisme et ses institutions

Il n'y a pas de solution dans la participation ou le soutien au gouvernement Hollande-Ayrault qui est un gouvernement de gestion de l'économie et des institutions capitalistes. Il est illusoire de vouloir le pousser à gauche, le faire changer de cap. Toute réponse à la crise commence par le changement du rapport de forces pour refuser les politiques d'austérité et les régressions sociales.



S'émanciper de la propriété privée capitaliste, socialisation et contrôle de la population

Protéger le monde du travail des conséquences de la crise, de la régression sociale renvoie à une question centrale, celle de la répartition des richesses. En imposer une autre implique de remettre en cause la logique du système qui est fondé sur la propriété capitaliste à travers les multinationales et les banques. Cette logique est la course à la rentabilité financière, la course au profit, à la compétitivité qui considère les salariés comme de simples variables d'ajustement pour accroître les profits.

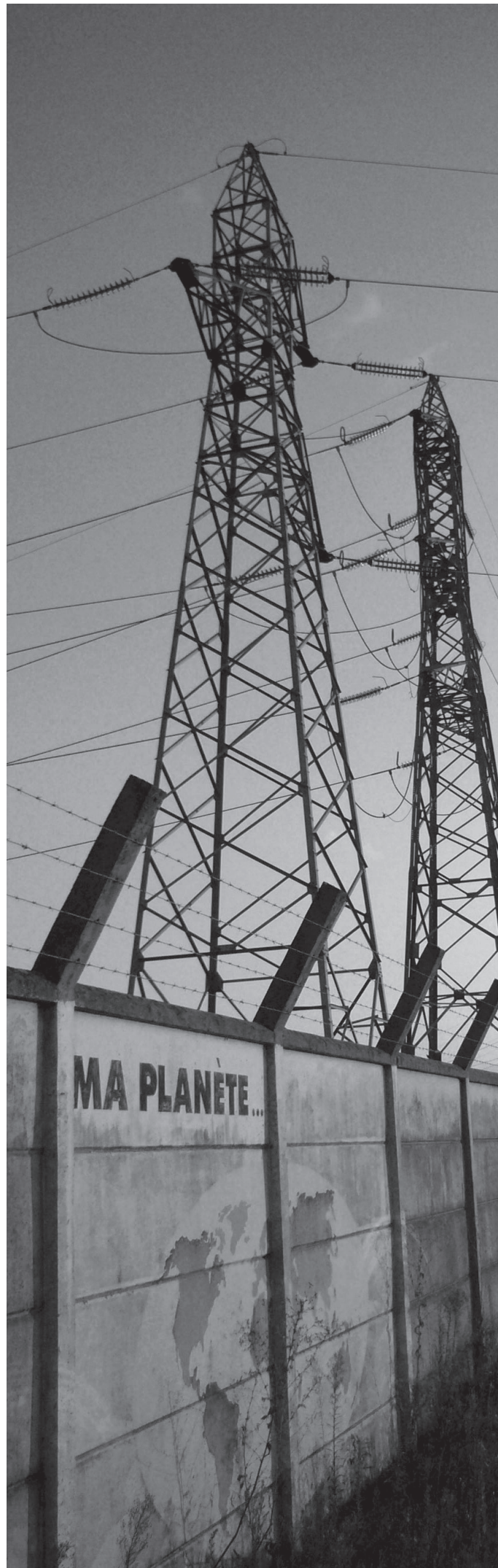
Rompre avec cette logique destructrice implique de remettre en cause la propriété capitaliste, la dictature de la finance.

Il est indispensable de mettre la finance hors d'État de nuire en socialisant les banques sous le contrôle de leurs salariés et de la population pour constituer un monopole public bancaire au service de la société et non d'une oligarchie financière.

Les combats contre les fermetures d'entreprises ou contre les projets destructeurs de l'environnement s'opposent concrètement au droit de propriété. Une réorganisation économique et sociale qui mette au centre les besoins et droits sociaux comme les impératifs écologiques exige l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie, le contrôle des outils de production et de distribution des richesses par la population.

Il n'y a pas d'issue sans remise en cause des droits de la propriété capitaliste.





© Photothèque Rouge/Babar

CONQUÉRIR L'ÉGALITÉ DES DROITS, LA DÉMOCRATIE RÉELLE, MAINTENANT !

Le développement de la crise, la mainmise des multinationales et des banques sur la vie sociale, la soumission des gouvernements aux intérêts de ces dernières alimentent une crise politique permanente et menacent la démocratie. La lutte contre la montée de l'extrême droite et pour la conquête d'une réelle démocratie est indissociable de celle pour les droits sociaux.

Il n'y a pas de démocratie sans égalité totale des droits et d'abord le droit de vote à toutes les élections pour touTEs les résidentEs. L'égalité des droits est une arme contre les discriminations et les divisions avec la régularisation de touTEs les sans-papiers, contre l'homophobie avec le droit au mariage, à l'adoption, à la PMA, contre la xénophobie, le racisme, l'islamophobie avec l'abrogation de toutes les lois discriminatoires et stigmatisantes.

La démocratie réelle exige de dé-professionnaliser la politique en instaurant le mandat unique, en plafonnant le salaire des élus au niveau du revenu moyen de la population, en limitant à 2 ou 3 le nombre des mandats successifs. Elle suppose la révocabilité des élus.

Pour refonder un système démocratique, fonctionnant enfin du bas vers le haut, il faut rompre, radicalement, avec les institutions de la Ve République, supprimer la fonction présidentielle et le Sénat, imposer la proportionnelle intégrale et la parité. Cette révolution démocratique et sociale ne se résume pas à un changement de numéro de la république, ni à l'attente d'un quelconque sauveur suprême, elle a besoin de l'implication de centaines de milliers d'indignéEs pour débattre et constituer ensemble ce que serait cette nouvelle république sociale autogestionnaire, une démocratie qui ne s'arrête pas à la porte des entreprises, une démocratie qui permette aux populations de décider et de contrôler, de faire passer les droits sociaux avant les profits.





© Photothèque Rouge



Pour autant, il n'y a pas de fatalité, une alternative existe, une autre politique est possible.

Cette politique ne pourra être mise en œuvre que par un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations politiques et syndicales qui refusent l'austérité, s'appuyant sur la mobilisation et l'auto-organisation de la population et qui lui donne les moyens d'exercer son contrôle sur toute la marche de la société. Un tel gouvernement prendrait des mesures d'urgence comme l'annulation de la dette et l'interdiction des licenciements, imposerait le partage des richesses et le partage du travail, mènerait des incursions dans la propriété capitaliste, dans une perspective de rupture anticapitaliste, antiproduktiviste. Ce gouvernement sera le produit de luttes des exploités et des opprimés, il en sera l'expression et l'instrument politique. Les formes concrètes qu'il pourra prendre ne peuvent être aujourd'hui anticipées, mais le développement de la crise met cette question politique à l'ordre du jour.

Ni concurrence, ni repli nationaliste, Pour une Europe des travailleurs/euses et des peuples

Traité après traité, de Maastricht au TSCG, l'Union Européenne et la troïka -BCE, Commission Européenne et FMI- sont synonymes de mise en concurrence des salariéEs, de destruction des acquis, des services publics, de cures d'austérité de plus en plus brutales. La crise actuelle de l'Union européenne et de la zone euro met en évidence l'incapacité des capitalistes à unifier le continent, à organiser une coopération harmonieuse entre ses peuples. Leurs intérêts sont opposés à la démocratie comme à une organisation de la production en fonction des besoins sociaux et des impératifs environnementaux.

L'Europe est bien la bonne échelle pour avancer des solutions à la crise, mais une autre Europe qui rompe avec le cadre de l'Union européenne capitaliste, avec ses traités et ses institutions. Loin de tous les replis nationalistes qui, sur fond de désespérance sociale, font le lit de l'extrême droite, l'urgence est à la convergence des luttes, à la coopération des peuples, à un programme de rupture à l'échelle européenne.

La crise exige la construction d'une nouvelle Europe sociale, écologique et démocratique, une Europe des travailleurs/euses et des peuples.



POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :